



Déclaration liminaire de la FSU 53 CDEN du jeudi 14 novembre 2024

Madame la préfète,
Madame la directrice académique des services de l'Éducation Nationale,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous voici réunis pour le « traditionnel » bilan de rentrée. Traditionnel aussi est le sentiment de morosité ressenti par la profession. Traditionnel, comme le déclassement salarial des enseignants, le burn-out et la souffrance au travail. Traditionnelles enfin, les coupes budgétaires opérées par des gouvernants préoccupés à faire toujours plus d'économies sur le dos des services Publics.

4 035 postes d'enseignant·e·s supprimés, dont 3 155 dans le premier degré.
Ce projet de loi de finances 2025 sonne le glas de l'école publique. En décidant de liquider massivement des milliers de postes l'exécutif porte un coup fatal à un service public essentiel. Quel message envoyé à la jeunesse ? Quel message envoyé à la profession ? Quel message envoyé à notre société ?

Mais il paraît que cela aurait pu être pire ! Au regard de la démographie, 5000 postes auraient pu être supprimés selon le ministère ; « estimez-vous heureux ! » pouvons-nous presque entendre... Pourtant, la France dépense déjà, par élève, 11 % de moins que la moyenne de l'OCDE. La part de la richesse consacrée au budget de l'Éducation Nationale ne cesse de baisser depuis 30 ans : si la France investissait pour l'éducation la même part de son PIB qu'en 1996, cela signifierait 27 milliards d'euros de plus !
En outre, avec un projet de passage de 1 à 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la réduction des conditions d'indemnisation des périodes de maladie, – et cela suite aux annonces du gel du point d'indice et la suppression de la GIPA – le gouvernement ajoute sans cesse de nouveaux étages à sa politique anti-fonctionnaires...

Quelle occasion manquée, quel manque de courage de la part de nos gouvernants ! Plutôt que l'agiter comme un chiffon rouge, la baisse démographique était une aubaine, une occasion unique d'améliorer le système scolaire français en poursuivant un investissement largement soutenable pour notre pays. Mais les petits calculs libéraux en ont décidé autrement.
Pour la FSU 53, un autre budget est indispensable et possible afin d'améliorer les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

Concernant cette rentrée scolaire maintenant, avec une 5^e ministre depuis 2022, rien malheureusement ne change. Les réformes continuent de pleuvoir sans cesse, des nouveaux programmes, encore, sans que cela soit construit avec et pour la profession. Les évaluations se multiplient, que ce soit sur les élèves, les personnels ou les établissements, pour piloter un système défaillant.

La ministre, Anne Genetet, a donc annoncé ce mardi 12 novembre un acte 2 du Choc des Savoirs, en pérennisant les groupes de niveau en 6e et 5e et en les confirmant (sous une forme alternative) en 4e et 3e, tout en rendant obligatoire pour la session 2027 l'obtention du DNB pour accéder au lycée. Cet acte 2 est totalement à l'opposé de ce qui est observable sur le terrain.
En effet, dans le secondaire, les enquêtes comme les visites syndicales dans les établissements montrent que la première version est un échec cuisant. Près de 70% des collèges ne l'ont pas mis en œuvre, grâce à la mobilisation des personnels soutenus par la FSU 53, mais aussi souvent faute de moyens humains suffisants. D'une part cela accentue le tri social, d'autre part, même s'il n'a pas été mis en place, la mise en barrette des classes s'est faite dans de trop nombreux établissements. Non

seulement, ce barretage dégrade l'ensemble des emplois du temps des élèves et des personnels, mais en plus il multiplie les postes partagés sur plusieurs établissements et complique quand il ne les rend pas impossible les temps de concertations indispensables pour ce genre de dispositif. Ce sont toujours plus de contraintes sur les équipes, toujours plus d'injonctions, toujours plus de pression sur la liberté pédagogique pourtant inscrite au code de l'Éducation Nationale. Pour La FSU 53, c'est non ! Et nous revendiquons l'abandon, dès la rentrée 25, de l'affichage du choc des savoirs et le renforcement des effectifs humains dans les EPLE pour permettre aux équipes de travailler sereinement à la réussite de tous et toutes les élèves.

Qu'ajouter encore ? Les éducations à la sexualité, à la gestion financière et la dernière contre le harcèlement en milieu scolaire. Voilà que, le lundi de la rentrée de la Toussaint, les enseignants reçoivent un mail les adjurant de mettre en œuvre sur leurs heures de cours, le jeudi ou le vendredi suivant, sans formation, une heure de sensibilisation des élèves au harcèlement avec un lien vers une ressource "clé en main" sur Eduscol. C'est se moquer des personnels enseignants et de vie scolaire !

Bien sûr, la lutte contre le harcèlement scolaire mérite une attention de tous les personnels au sein des établissements, mais nous ne sommes pas tous spontanément compétents pour en parler au pied levé.

Au primaire, conséquence directe des mesures de carte scolaire et des suppressions de postes massives, beaucoup de classes sont surchargées. Les écoles REP+ par exemple, peuvent difficilement accueillir les enfants de 2 ans, elles sont déjà à 25 élèves par classe. En campagne, avec des petites écoles et des classes multi-niveaux, les effectifs doivent être réduits. Les enseignants spécialisés et les psychologues des RASED, trop peu nombreux sont obligés de saupoudrer leurs actions. Un enseignant spécialisé peut intervenir sur plus de 30 écoles en Mayenne !

De plus, face au manque criant d'AESH et de places d'accueil dans les structures spécialisées, les tensions se font ressentir dans de nombreuses équipes éducatives, au détriment de l'accueil des élèves, accompagnés ou non, des conditions de travail des AESH et des enseignant·es, et par conséquent de tout le service public de l'école. En Mayenne, 80 % des fiches SST sont directement liées au manque de moyens alloués à l'inclusion scolaire. Leur nombre a par ailleurs quasiment doublé, le signal est fort.

Pourtant, les solutions paraissent évidentes et les études internationales le montrent : les élèves français sont dans les classes les plus chargées, avec des enseignants qui font partie des moins bien payés et qui ont le temps de classe le plus important.

À défaut de prendre ces données objectives à bras-le-corps, ce gouvernement s'entête à y maintenir ses réformes rétrogrades.

À l'heure du procès Samuel Paty, les acteurs de l'Éducation tiennent à rappeler qu'ils et elles continueront à exercer leurs métiers avec détermination et fierté pour opposer à l'obscurantisme leur confiance en la jeunesse et en l'humanité. C'est un quotidien fait de réussites, d'interrogations professionnelles, mais aussi de vides institutionnels. Alors que les politiques se bousculent quand les caméras sont braquées sur l'École, il faudra plus que des mots pour nous permettre de faire notre travail. Il faudra surtout qu'enfin les paroles et les actes politiques soient à la hauteur pour faire vivre les promesses de l'École laïque émancipatrice et citoyenne. La France de demain a besoin de jeunes et d'adultes bien formés et bien dans leur métier et pour cela, elle a besoin d'enseignant, d'AESH, de CPE, de psy-EN, d'AED, d'infirmière, d'agents administratifs correctement formés et revalorisés d'abord financièrement et conséquemment aux yeux de la société !

Madame la Préfète, Madame la Directrice Académique, c'est à cela que nous vous demandons d'agir dès aujourd'hui.